

Advenant que la situation se transforme en crise, la CSCE pourrait entamer des démarches de médiation qui pourraient être appuyées par un Institut permanent pour le règlement pacifique des différends.

Au-delà du domaine de la sécurité la CSCE devrait s'inspirer des autres principes et engagements contenus dans les accords d'Helsinki. Comme je l'ai souligné plus tôt ce mois-ci à Copenhague à la réunion sur la dimension humaine, ces structures fondamentales de la démocratie devraient se traduire par un engagement commun des membres, notamment pour le droit à des élections libres et pour la règle de droit. Le pluralisme devrait également être légitimé grâce au processus de la CSCE, tout comme le droit des minorités, la liberté de religion et la prohibition de la propagande haineuse. Je suis confiant que la Conférence de Copenhague, qui est toujours en cours, devrait permettre de faire des progrès significatifs dans ces domaines. J'ai perçu à Copenhague, chez tous les participants, la ferme intention de faire de la démocratie, de la règle de droit et de l'esprit de tolérance - qui est à la base des civilisations démocratiques - des éléments du code de conduite de la nouvelle Europe.

Sur le plan économique, il serait aussi possible que la CSCE assume un rôle important dans l'avenir, à partir du succès considérable de la récente Conférence économique de Bonn. J'estime que la création d'une tribune permanente de la CSCE pour le dialogue économique, qui viendrait compléter le travail de l'OCDE, mérite un examen des plus attentifs. Il ne s'agit pas de dédoubler le travail d'organisations déjà en place, mais de favoriser la coopération et le dialogue dans le but d'élaborer des principes communs régissant l'activité économique.

Un sommet de la CSCE doit se tenir d'ici la fin de l'année à Paris. Cette occasion sera tout particulièrement importante pour donner l'indispensable impulsion politique à la mission renforcée de la CSCE. Première réunion au plus haut niveau depuis la révolution de quatre-vingt-neuf, cette rencontre sera l'occasion de célébrer la renaissance démocratique en Europe.

A chaque étape cruciale de l'histoire contemporaine de l'Europe, le Canada s'est retrouvé aux côtés de ses alliés européens pour promouvoir la liberté, la justice et la démocratie. Quoi de plus naturel étant donné les liens profonds qui nous unissent à ce continent. Nous savons tous que nous devons une grande partie de ce que nous sommes aux valeurs, aux idées et aux traditions issues de nos racines européennes.

Les défis auxquels nous sommes maintenant confrontés sur le continent européen sont tout aussi déterminants pour l'équilibre international que ceux du passé. Ils exigent une mobilisation et une mise en commun des ressources et des efforts de tous. L'enjeu est de taille et le Canada ne ménagera aucun effort pour assurer le succès de cette entreprise.